Les migrations chinoises en Russie orientale

Description

A l'enthousiasme de la réouverture de la Frontière sino-russe au début des années 90, a rapidement succédé la crainte de la croissance des flux migratoires en direction de la Russie. L'augmentation du nombre de ressortissants chinois sur le sol russe a soulevé de vives polémiques sur « l'invasion jaune ».



Longue de 4 259 km[1], la plus grande frontière de la Russie est aujourd'hui souvent décrite par la presse comme une menace incontrôlable ; cette dernière dénonce une sournoise politique chinoise de conquête des territoires septentrionaux de l'Extrême Orient russe (EOR).

Les migrations transfrontalières ont repris, suite au rétablissement des relations diplomatiques entre l'URSS et la République populaire de Chine. En 1985, avec l'arrivée au pouvoir de Michaël Gorbatchev le premier accord quinquennal entre la Chine et l'URSS fut signé, suivi du discours de Vladivostok en juillet 1986. Ces deux événements ont impulsé un forte croissance des échanges et transformé l'organisation interne des régions frontalières. Quelques concessions territoriales ont été faites à la Chine lors de la signature des accords sur la frontière orientale le 16 mars 1991, et sur celle occidentale le 3 septembre 1994, mais cette dernière reste globalement inchangée.

La normalisation des relations entre les deux pays accélère l'établissement de rapports de bon voisinage qui favorisent le développement du commerce et l'élaboration de projets de grande envergure[2]. En été 1987, les principaux points de passage entre la région de l'Amour en Russie et le Heilongjiang sont réouverts. En juin 1993, Victor Chernomirdine approuve le projet de construction d'un pont au dessus du fleuve Amour. Parallèlement à la réouverture de la frontière, la politique migratoire s'assouplit. En mars 1988, le visa d'affaire est supprimé puis en mars 1991, le visa touristique de groupe disparaît à son tour. Les deux anciens partenaires commerciaux se retrouvent, et les flux tricentenaires, interrompus pour des raisons politiques, reprennent, ouvrant ainsi à l'Extrême Orient russe de nouvelles opportunités de développement.

A l'évidence, la proximité de la République Populaire de Chine apparaissait comme un avantage à exploiter. Depuis 1990, la détérioration du taux d'accroissement naturel de la population de l'EOR et son émigration croissante vers la Russie occidentale à cause de la détérioration du climat économique et social, a entraîné une grave pénurie de main d'œuvre à laquelle les autorités ont pensé remédier en facilitant la mobilité transfrontalière. A partir de 1992, les entreprises locales ont été admises à conclure directement des accords bilatéraux avec leurs homologues étrangers pour employer sur le territoire russe une main d'œuvre principalement coréenne et chinoise.

Mais si cette région russe a fait parler d'elle ces dernières années, ce n'est pas tant par un redressement économique plus souhaité qu'advenu, que par la présence croissante de ressortissants chinois sur son territoire où ces derniers développent des activités privées. La population s'inquiète, les autorités locales s'alarment et réclament la fermeture de la frontière. Le 29 janvier 1994, les pouvoirs publics ont obtenu le rétablissement partiel du régime des visas. Cette décision a, en elle même, été insuffisante pour réduire les flux. Depuis, nombre de ressortissants chinois qui font du petit commerce se procurent des visas touristiques et entrent illégalement sur le territoire par l'intermédiaire de sociétés fictives créées en Russie. L'accord intergouvernemental du 12 décembre 1992 réglementant ces pratiques reste inappliqué.

Une émigration essentiellement économique

Depuis la chute de l'URSS, l'Extrême Orient russe connaît des difficultés démographiques. Sa population a baissé rapidement plaçant la région dans une situation d'infériorité démographique. En 1992, son solde migratoire est devenu négatif pour la première fois depuis son annexion par la Russie. Entre 1990 et 1992, 225 000 personnes ont quitté le territoire qui en compte près de 8 millions. L'effondrement de l'activité économique et l'absence de politique de soutien de Moscou acculent la population au départ, créant ainsi un déficit de main d'œuvre de 5 à 10 %. Ce phénomène, continu sur l'ensemble des années 90, contraste avec la situation démographique des régions chinoises frontalières. Leur densité de population est beaucoup plus forte.

La pression démographique est accentuée par la situation économique. L'économie locale russe n'a jamais généré de fonds suffisants pour son développement. Intégrée dans le système économique soviétique, elle est restée dépendante des subventions de Moscou. La crise consécutive à la chute de L'URSS a plongé la région dans une dépression économique catastrophique, entraînant une chute de l'investissement de l'ordre de 35 % pour la seule année 1992. Au premier semestre de 1994, alors que 30,7 % de la population russe vivait sous le seuil de pauvreté, ce taux s'élevait à 37,9 % dans l'EOR et à 40 % au Primorié. L'éloignement de la capitale et les coûts prohibitifs des transports limitent l'importation de marchandises par l'Ouest, tandis que les industries de biens de consommation courante font cruellement défaut. Ces faiblesses, une fois encore contrastent avec la situation de la région chinoise du Dongbeï où en 1991, étaient situées 100 des 500 plus grandes entreprises nationales.

Ces chiffres expliquent en grande partie les migrations vers la Russie auxquelles nous assistons. La dépression russe a crée un appel d'air pour une population chinoise dynamique qui pâtit des bouleversements de son propre pays. Ainsi, le départ de la main d'œuvre russe souvent la plus qualifiée, a créé une offre de travail dans certains secteurs comme le bâtiment ou l'agriculture. Suite à un accord inter-gouvernemental intervenu en 1992 sur les conditions d'emploi des citoyens chinois en Russie, les entrepreneurs russes font venir de la main d'œuvre chinoise et nord-coréenne par la signature de contrats avec des entreprises étrangères pour travailler dans les usines et les chantiers russes. Les contrats sont le plus souvent saisonniers et concernent les secteurs du bâtiment et de l'agriculture. La qualité de cette main d'œuvre est d'ailleurs appréciée car elle est peu coûteuse et disciplinée. Le nombre de travailleurs chinois résidant par ce biais en Russie était de 20 300 en 1994, de 26 500 en 1995 ; il est désormais estimé à près de 30 000 travailleurs.

D'autre part, la demande en biens de consommation courante attire de nombreux ressortissants chinois qui importent les produits de leur production nationale sur les marchés russes. Les candidats à cette forme d'immigration sont beaucoup plus nombreux. Ce type de commerce est la cause des fortes migrations pendulaires autour de la frontière sino-russe, migrations auxquelles participent les Russes qui se rendent en Chine pour acheter des marchandises.

Les immigrés chinois se présentent fréquemment comme des travailleurs salariés ou des étudiants alors qu'ils restent en fait sur le territoire russe pour s'adonner au commerce. D'autres entrent avec des visas de touristes puis disparaissent. Sur les 361 Chinois qui sont entrés sur le territoire russe entre le 20 février et le 15 mars 1994, 22 groupes ne sont jamais retournés en Chine. Ces migrations, irrégulières, souvent illégales, sont plus difficiles à mesurer.

Migrations difficiles à chiffrer

Combien sont-ils ? L'augmentation des flux migratoires, parmi lesquels celui des immigrants clandestins, rend toute réponse relative. Le gouvernement russe a estimé leur nombre en EOR à 150 000. Selon une étude menée par l'Organisation internationale des migrations en 1994, il y aurait entre 180 000 et 200 000 Chinois sur le territoire russe. Les seules données officielles chiffrées depuis le recensement sont celles des gardes frontières. Celles-ci révèlent avant tout l'instabilité constante de ces flux. En 1998, 741 600 passages ont été enregistrés de la Russie vers la Chine, soit 27,4 % de moins qu'en 1997 (883 600). Dans l'autre sens, 464 200 personnes ont passé la frontière, dont 198 600 possédant un visa touristique, contre réciproquement 449 000 et 146 600 en 1997.

La crise de 1998 a eu de fortes répercussions sur ces flux migratoires. Dans les mois suivant la crise, seulement 2 500 à 3 000 personnes ont été comptabilisées aux postes frontières du Primorié contre 4 000 à 6 000 précédemment. Le volume des flux inverses a lui aussi diminué de 40 %. Au premier semestre 1999 l'entrée des ressortissants chinois sur le territoire du Primorié avait baissé de 45 % par rapport à la période précédente (10 500 contre 18 700). Par ailleurs, la part de touristes a augmenté d'un tiers, alors que celle des faux touristes diminuait d'autant. On a observé que,

désormais, certains commerçants chinois utilisaient les ressortissants russes pour envoyer leurs marchandises en Russie et ne se déplaçaient plus

L'étude sociologique de V. Gelbras sur les communautés chinoises présentes en Extrême Orient russe pour la fondation Carnégie, réalisée en 1999[3], confirme ces conclusions. La majorité des ressortissants chinois en Russie se trouvent sur le territoire depuis cinq ans maximum. Ils sont attirés par des motivations essentiellement économiques telle la perspective de gagner beaucoup d'argent en peu de temps. Cette population est composée essentiellement d'hommes, (âgés de 21 à 40 ans à presque 75 %) qui viennent seuls, 47,2 % d'entre eux étant célibataires. Sur les 57,3 % d'hommes mariés qui vivent en ville, 17,9 % sont accompagnés de leur femme et 6,5 % de leurs enfants. Ils logent essentiellement dans des foyers d'hébergement pour travailleurs ou étudiants voire des hôtels peuplés en majeure partie par d'autres immigrés chinois.

Les relations entre les communautés chinoises et la population russe.

Les ressortissants rencontrent des difficultés principalement avec la puissance publique. Par leurs activités, les commerçants chinois doivent affronter les administrations locales et les forces de l'ordre russe. Les relations sont difficiles puisque près de 70 % d'entre eux considèrent la corruption de la milice comme le principal obstacle au développement de leur activité. Les pots de vin destinés aux organes du pouvoir ainsi que la criminalité semblent constituer les obstacles majeurs, bien avant les obstacles d'ordre économique comme le faible pouvoir d'achat des russes ou la difficulté à trouver des partenaires russes. Près de 40 % des ressortissants chinois considèrent ne pas avoir de très bons rapports avec les pouvoirs locaux; il est cependant intéressant de noter que ceux-ci distinguent les actions individuelles des fonctionnaires de l'orientation générale de la politique étatique. Cela se comprend par l'expérience qu'ils font déjà en Chine de la corruption du corps des fonctionnaires.

Mais les citoyens chinois ne sont pas seulement victimes des abus des autorités locales et participent aussi à la criminalisation de la société. Ils se livrent à des activités illégales non déclarées pour échapper aux taxes et aux réglementations nationales. De nombreux hôtels et foyers d'hébergement où ils résident sont en réalité des centres de commerce non enregistrés. Les tensions entre Chinois et Russes ont mené à des exactions et à des affrontements directs. En automne 1992, les autorités chinoises et russes s'inquiétaient du nombre croissant de disparition de marchands chinois: 80 pour le seul territoire de Khabarovsk.

L'enthousiasme des premières années lié à l'ouverture de la frontière russo-chinoise a assez rapidement cédé la place à un scepticisme croissant voire au mécontentement des populations russes locales. Plusieurs raisons à cela : l'invasion des marchandises chinoises de qualité moyenne sinon médiocre, les rumeurs augmentant la mauvaise réputation des Chinois, la dégradation du tissu social en général et enfin, le flux incontrôlé de population chinoise ravivant les anciennes peurs dans des régions d'extrême orient faiblement peuplées.

Peu à peu le sentiment anti-chinois s'est développé, mais il n'est cependant pas unanime. Une étude publiée par Plaksen en 1993[4] montre que les Russes de plus de soixante ans (qui soutiennent le parti communiste), sont plus intéressées dans l'amitié russo-chinoise et fondent de réels espoirs dans l'intégration économique avec la Chine, alors que les jeunes sont plutôt attirés par la Corée du Sud, les Etats Unis, le Japon et l'Allemagne.

La perception de la Chine dans la région dépend donc encore de considérations très variées plus que d'une approche pragmatique. Le sentiment anti-chinois concerne même une minorité de la population. Tandis que la presse regorge de faits divers disqualifiant l'activité des citoyens chinois en Russie, une minorité de la population semble réellement préoccupée par l'afflux des Chinois et le perçoit négativement; même si ce sentiment est plus présent chez les Russes fréquentant souvent les Chinois. Il ressort d'une étude réalisée en 1992 que 80 % de la population russe de la partie septentrionale du Primorié était d'accord avec l'affirmation selon laquelle : « quelle que soit la nationalité de mon voisin, il importe avant tout qu'il soit une personne convenable ».

Dans la même enquête, plus de la moitié des personnes interrogées reconnaissaient avoir une attitude générale « bonne » envers les Chinois, alors que 13 % estimait cette dernière comme « mauvaise » ; 32 % déclaraient penser du bien des Chinois, 23 % avouaient des considérations négatives et 38 % se jugeaient « indifférents ». Plus que de la

bonne entente, il faut comprendre que les deux communautés se rencontrent peu et ne souhaitent pas le développement de contacts. Ainsi, entre 50 et 78,3 % des Russes ne veulent pas se marier avec un ressortissant chinois. Les sondages auprès de la population chinoise montrent des résultats similaires[5].

L'instrumentalisation des migrations chinoises et la politique migratoire.

Les bases de la politique migratoire ont été jetées en octobre 1996 par le Président Boris Eltsine. Elles reposent sur l'intégrité du territoire et la souveraineté nationale. Mais, dans la pratique, la politique migratoire est inexistante. Il n'existe pas d'information sur le nombre de migrants. Le statut des immigrés reste flou et il n'existe aucune stratégie migratoire fédérale sinon quelques actes disparates tels le rétablissement unilatéral des visas d'affaires (janvier 1994) et la signature, en juin 1995, d'un traité d'extradition avec la République populaire de Chine qui surveille aussi l'immigration clandestine.

Certaines élites locales acquises à la croyance d'un « plan de colonisation des terres russes par les chinois » voient aujourd'hui d'un mauvais œil toute coopération. Ce climat d'animosité a été utilisé par certains leaders régionaux pour accroître leur côte de popularité. En mai 1994, le gouverneur du district de Khabarovsk, Victor Isaev affirmait qu'une expansion chinoise était en cours dans la région d'EOR et qu'elle « choquait et humiliait les russes ». Il aurait aussi évoqué « une expansion sournoise ». Dès 1993, les autorités régionales ont dénoncé l'accord intervenu en 1991 sur le tracé de la frontière sino-russe. V. Isaev et E. Nazdratenko n'ont cessé de mettre en avant les aspects désavantageux de ce traité pour la population russe et les conséquences néfastes sur l'économie locale. Par ailleurs, l'apathie du pouvoir fédéral a amené les autorités locales à se saisir de la gestion du problème migratoire. L'initiative des premières mesures revînt au gouverneur Nozikov qui, le 6 décembre 1994 émit un arrêté relatif au « séjour des étrangers sur le territoire de la région ». A sa suite, les gouverneurs voisins ont adopté des mesures similaires.

Des opérations « étranger » ont été mises en place, notamment par le gouvernement du Primorié visant à l'arrestation et au rapatriement des immigrants irréguliers, principalement chinois. Des législations locales sont apparues sur l'habitat, les activités économiques, etc, des travailleurs étrangers. Des amendes ont été infligées et des ressortissants chinois sont depuis reconduits à la frontière. Mais l'absence de cohérence globale et de coordination entre les services, nécessaires pour une politique migratoire efficace, diminuent l'impact réel de ces mesures. Les places laissées vacantes sur les marchés sont aussitôt occupées par d'autres personnes.

L'engagement politique populiste en faveur de la fermeture de la frontière connaît des limites et certaines élites locales reprennent le discours d'Igor Gaïdar sur la nécessité du développement de la coopération économique avec la Chine. Ils plaident en faveur d'un commerce juste et de la croissance des échanges dans un cadre institutionnel. A l'inverse de ceux dénonçant en bloc la présence chinoise en EOR, ils soutiennent que les biens chinois importés ont comblé un déficit russe dans la production de biens de consommation. Enfin, ils mettent en garde contre un isolement de l'EOR dans la zone dynamique de l'Asie Pacifique. Dans les districts de l'Amour et de Sakhaline, les nécessités économiques ont obligé les autorités locales à modérer le discours anti-chinois tenu pendant les élections. La réinstauration des visas est une vraie nuisance pour le commerce local.

Le successeur de Polevanov, V. Diachenko, a déclaré dans Rossiskie vesti en avril 1994 que l'incitation à l'hystérie anti-chinoise ressemblait à de la provocation planifiée. En 1995, A. Volkov, directeur du département des affaires internes du district de l'Amour estimait dans les Izvestia qu'« il y a autant de Chinois dans le district qu'il n'en faut pour maintenir des relations commerciales normales entre nos entreprises ».

Ainsi, la politique migratoire et la maîtrise des flux est un des nombreux problèmes que les autorités locales et fédérales doivent régler dans la région pour stabiliser la situation socio-économique. Le commerce actuel, officiel ou illégal entre la Chine et la Russie semble moins une menace pour les habitants de la Russie orientale qu'une ressource en biens de consommation qu'ils ne peuvent se procurer par d'autres moyens. Les migrations actuelles dans cette région s'apparentent plutôt à des flux économiques pendulaires, dont la crise financière de 1998 a révélé la fragilité, et ne représentent pas une menace directe pour la Russie.

Vignette : travailleurs chinois et coréens en Russie occidentale (photo libre de droits, attribution non requise).

Par Aurore CHAIGNEAU

Notes :

[1] Alekcandr, Filonov, « Pogranicnaâpolitika Rossii v Dal'nevostocnom regione », [Politique transfrontalière de la Russie dans l'Extrême orient russe] in Perspektivy Dal'nevoctocnovo regiona: naselenie, migraciâ, rynki truda, Carnegie Moscow Center, Working Papers Issue 2, Moscou, 1999.
[2] La réalisation d'infrastructures nécessaires au développement régional est notamment prévue comme la construction d'un pont sur l'Amour à Blagovechtchensk, un aéroport international à Harbin, des routes et des voies ferrées. On prévoit également la construction de gazoducs pour exporter les hydrocarbures russes vers la Chine.
[3] Vilâ, Gelbras, « Predstavitel'nye itogi izuceniâ problem kitajskoj migracii v Moskve, Habahtovske, Vladivostoke i Ussurijske », [Résultats de l'étude des migrations chinoises à Moscou, Khabarovk, Vladivastoc et Oussourisk] in Perspektivy dal'nevostocnovo regiona: kitajskij faktor, Centre Carnégie de Moscou, Moscou, 1999, p. 9.
[4] Ye. I., Plaksen, « Integration of the Maritime Kray into Economic Structure of the Far Eastern Region: Public opinion and the peculiarities of the views of the authorities » in Rossiâ i ATR, december 1993.
[5] Vilâ Gelbras « Predstavitel'nye itogi izuceniâ problem kitajskoj migracii v Moskve, Habahtovke, Vladivostoke i Ussurijske » [Résultats de l'étude du problème des migrations chinoises à Moscou, Khabarovsk, Vladivostok et Oussirisk], in Perspektivy dal'nevostocnovo regiona: kitajskij faktor, Centre Carnégie de Moscou, Moscou, 1999.

Districts du Sud de l'EOR Districts du Nord-Est de la Chine

Population (en milliers) 5,0 104
Densité de population 3,8 132
Croissance de la population -40 1000
Produit intérieur brut
(régional, en %) -8 13
Croissance de la production industrielle (en %) -12 14
Croissance de la production agricole (en %) -15 8

Retour en haut de page

date créée
01/09/2000
Champs de Méta
Auteur-article : Aurore CHAIGNEAU